

Table ronde avec les bailleurs de fonds : CARTON PLEIN

L'Essor du 16 juin 2008

Les intentions de financement annoncées par les partenaires pour la période 2008-2012 se chiffrent à plus de 3200 milliards

La Table ronde des bailleurs de fonds pour le Mali qui s'est déroulée jeudi et vendredi a été un grand succès à tout point de vue. En effet, les partenaires au développement qui ont bien apprécié les efforts faits par le gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté et pour la croissance économique, ont promis leur accompagnement pour la période 2008-2011. La cérémonie de clôture comme celle de l'ouverture était présidée par le Premier ministre, Modibo Sidibé.

Les partenaires techniques et financiers se sont réjouis de l'application des recommandations de la précédente Table ronde qui s'était tenue à Genève en 2004. La mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et l'élaboration du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (deuxième génération du CSLP) ont obtenu le satisfecit des bailleurs de fonds.

La conférence a constaté avec satisfaction que des progrès ont été faits dans l'exécution de la Déclaration de Paris et que la gestion des finances publiques s'améliore constamment avec une approche basée sur les résultats. La décentralisation est effective. L'accent été justement mis sur la nécessité d'accélérer le transfert des compétences et des ressources aux collectivités locales dans le cadre de ce vaste processus.

AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE. Il est souhaité que le gouvernement réexamine sa politique dans le domaine de la gestion de l'aide à la lumière de la stratégie commune d'assistance présentée par certains partenaires, afin de mieux s'approprier les mécanismes de coordination et d'harmonisation.

Constatant l'amélioration de la gouvernance sous plusieurs aspects, la Table ronde a recommandé la poursuite et le renforcement des efforts en cours dans les domaines du développement institutionnel, de la justice, en matière de genre et de gestion économique et financière. L'initiative d'organiser les états généraux sur la lutte contre la corruption a été fortement saluée.

La relecture du Code des personnes et de la famille est un autre sujet d'actualité qui a retenu l'attention de la conférence. Celle-ci préconise que le nouveau Code puisse être adoptée dans les meilleurs délais possibles et que des mesures appropriées soient prises pour la mise en œuvre du plan d'action 2008-2012 de lutte contre la pratique de l'excision.

Tout en se félicitant de la participation de la société civile aux travaux (une nouveauté), la conférence a souhaité une plus grande implication de celle-ci dans les processus décisionnels et dans la mise en œuvre des programmes de développement.

Concernant l'ambition du gouvernement d'accélérer la croissance économique en faisant du secteur agricole le moteur du développement et du secteur privé son vecteur, le pays et ses partenaires conviennent qu'il faut préciser l'ordre séquentiel de mise en œuvre des mesures envisagées à cet effet. L'accélération des réformes structurelles en vue de l'amélioration des performances globales du pays est souhaité. Il en est de même pour la restructuration de l'Office du Niger. Les partenaires ont reconnu la pertinence de l'Initiative riz du gouvernement.

UNE OPPORTUNITE UNIQUE. Cependant, en dépit des avancées constatées dans tous les domaines (accès à l'eau potable, éducation de base, santé, lutte contre le sida), la Table ronde a estimé que le Mali risque de ne pas atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement à l'horizon 2015. En raison surtout de la forte croissance démographique et de la crise alimentaire actuelle qui s'inscrira certainement dans la durée. Cette crise offre en même temps une opportunité unique pour le développement de la production céréalière nationale.

La conférence a demandé à ce que les contours de l'initiative de localisation des OMD dans les 166 communes les plus vulnérables et de ses structures de gestion soient plus précisés. Par ailleurs, les partenaires se sont engagés à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre du schéma directeur de la statistique. Dans ce cadre, l'accent sera mis sur la nécessité de la mutation institutionnelle de la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) en structure de statistique centrale dotée de l'autonomie financière et scientifique.

Il est proposé de consolider la revue annuelle du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) avec des revues sectorielles et le processus budgétaire. La préparation d'un calendrier harmonisé des différentes revues ainsi que leur inscription dans le cycle budgétaire sont envisagés.

Pour couvrir les besoins de financement du CSCR, des OMD et Projet de développement économique et social (PDES), le gouvernement s'est engagé à mobiliser davantage les ressources internes par l'augmentation des recettes fiscales et la recherche de ressources extérieures notamment, à travers des dons et prêts à des taux préférentiels.

L'un des temps forts de la Table ronde a été l'annonce des intentions de financement. Et les bailleurs de fonds se sont montrés généreux. Au total, le montant des intentions de financement sur la période 2008-2012 se chiffrent à un peu plus de 3200 milliards FCFA. Les annonces faites au titre de la période 2008-2011 s'élève à 2634 milliards de FCFA, (environ 5,3 milliards de dollars). Ensuite, certains partenaires ont annoncé des intentions pour l'année 2012 se chiffrent à 581 milliards FCFA (1,2 milliards de dollars).

La Table ronde a recommandé que l'exécution de ces engagements et du CSCR soit revue conjointement sur une base annuelle par une commission mixte.

UN CADRE DE CONCERTATION REGULIERE. La Stratégie de croissance accélérée du gouvernement a obtenu le soutien ferme des partenaires qui se sont engagés à poursuivre les consultations en vue de mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre ainsi qu'à celle du Plan décennal des OMD.

Des recommandations spécifiques ont été faites, comme la tenue dans les meilleurs délais de consultations sectorielles dans diverses domaines : le plan de développement agro-sylvo-pastoral, la promotion des exportations et l'intégration du Mali dans le commerce mondial, le schéma directeur de la statistique et son plan de mise en œuvre, l'initiative de localisation des OMD dans les 166 communes, le Programme national de sécurité alimentaire.

Dans le cadre de la politique nationale de gestion de l'aide, le gouvernement envisage de proposer un cadre pour une concertation régulière avec l'ensemble de ses partenaires. La prochaine Table ronde est prévue pour 2012.

Dans son discours de clôture, le Premier ministre, Modibé Sidibé, s'est réjoui de la confiance des partenaires dans la vision de notre pays pour son développement. Le chef du gouvernement a indiqué que le Mali sort de cette conférence avec le sentiment qu'il peut atteindre ses objectifs grâce à l'appui de ses partenaires techniques et financiers.

Il a assuré que le gouvernement procédera aux réformes nécessaires et que les observations pertinentes et les suggestions seront prises en compte.

REDACTEUR : F. MAÏGA

TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS: UN PACTOLE DE PLUS DE 3000 MILLIARDS FCFA POUR LE MALI

L'Aube du 16 juin 2008

Les 12 et 13 juin 2008 s'est tenue à Bamako la 6ème Conférence de Table ronde des bailleurs de fonds du Mali. Les cérémonies d'ouverture et de clôture ont été présidées par le Premier ministre en présence de plusieurs membres du gouvernement, d'experts et de consultants représentant les organisations internationales.

Au finish, c'est un pactole de 3215 milliards de Fcfa qui sera mis à la disposition de notre pays dans les quatre prochaines années pour le financement de divers projets de développement.

Quatre objectifs fondamentaux étaient visés par cette rencontre notamment renforcer la concertation et le partenariat entre le gouvernement malien et ses partenaires techniques et financiers autour des politiques et stratégies de développement du pays ; identifier les voies et moyens d'accélérer la croissance et les progrès vers les OMD ; développer des instruments statistiques pertinents de mesure et de suivi des politiques et stratégies de développement économique et social ; requérir, pour la réalisation de ces politiques et stratégies, un accompagnement fort de la communauté des bailleurs de fonds.

A la fin des travaux, le Premier ministre s'est dit réjoui car le Mali a été compris de ses partenaires, objectif majeur de la conférence. Selon lui, son pays est arrivé à faire partager sa vision, ses stratégies et politiques mises en œuvre pour réduire la pauvreté et créer les conditions d'un réel décollage économique.

« Nous attendions en effet de cette conférence un consensus sur le choix stratégique fait par le Mali, dans le cadre de sa stratégie de croissance accélérée, de consacrer davantage de ressources aux secteurs productifs, notamment agricole, de mobiliser les partenaires publics et privés, et d'investir dans les programmes porteurs de croissance et de développement » a déclaré le PM, avant de constater que le choix a été jugé pertinent par tous.

C'est pour cela qu'il s'est dit convaincu que son pays peut envisager la réalisation de ses ambitions avec l'accompagnement réaffirmé de partenaires décidés à lui apporter l'appui et l'accompagnement nécessaires.

Le chef du gouvernement a également révélé que le Mali a bénéficié d'une appréciation positive par rapport aux progrès qu'il a faits depuis Genève 2004 en matière de consolidation de la démocratie, de la bonne gouvernance économique et financière, et de la consolidation de la paix.

En plus, aux dires du PM, son gouvernement s'engage à prendre le plus rapidement possible toutes les dispositions pour organiser les réunions permettant d'affiner davantage le programme et les stratégies du développement agricole ainsi que le schéma directeur statistique et tous les autres points sur lesquels des engagements ont été pris.

A cet effet, les priorités de même que l'ordre séquentiel de réalisation des différentes mesures envisagées seront précisés. Par rapport aux réformes dont la mise en œuvre a été suggérée, le PM a affirmé que leurs processus seront parachevés.

A noter que cette rencontre fait suite à une recommandation de la précédente table ronde des bailleurs de fonds du Mali qui s'est tenue à Genève en 2004, et qu'elle s'est tenue au lendemain du Sommet de la FAO sur la crise alimentaire (2 au 5 juin à Rome).

La Conférence avait pour but de relancer les bailleurs de fonds en vue de l'obtention d'un appui de plus de deux mille milliards de Fcfa nécessaires au financement du développement national quinquennal sur la période allant de 2008 à 2011. Au vu du résultat issu de la rencontre, l'on peut, sans risque de se tromper, affirmer que notre pays bénéficie toujours de la confiance de ses partenaires.

REDACTEUR : Cheick TANDINA

Les intentions liées des partenaires du Mali : 3215 milliards annoncés

Le Républicain du 16 juin 2008

L'avant-projet du communiqué final de la table ronde des bailleurs de fonds du Mali a mentionné que la conférence a permis d'enregistrer des annonces de financement sur la période 2008-2011 à hauteur de 2634 milliards de FCFA. Certains partenaires ont fait des annonces pour l'année 2012 qui se chiffrent à 581 milliards de FCFA. Au total, sur la période 2008-2012, à date, les annonces s'élèvent à 3215 milliards de FCFA. La conférence a recommandé que la mise en œuvre de ces engagements et du CSCR soit revue conjointement sur une base annuelle dans la commission mixte. Interrogé sur ces annonces, le ministre des Finances, Abou Bakar Traoré, nous a expliqué qu'il ne fallait pas considérer ce montant comme un nouveau financement, car une bonne partie est déjà comprise dans l'enveloppe. En fait, a dit le ministre des Finances, notre pays a un besoin de financement de l'ordre de plus de 8000 milliards dont plus de 5000 milliards sont déjà acquis. Lors de cette table ronde, notre pays voulait donc combler le gap de plus de 2000 milliards de FCFA. Il a obtenu des annonces de 3215 milliards de FCFA, chiffre qu'il ne faut pas considérer comme un nouveau montant puisqu'une partie est contenue dans le financement hors budget. D'autant plus que la question des décaissements repose périodiquement de manière à priver les Etats en développement de certains financements. De ce fait, le gouvernement s'est engagé à renforcer la mobilisation des ressources internes notamment par l'augmentation des recettes fiscales et la recherche des ressources extérieures complémentaires à travers les dons et les prêts à des taux préférentiels. Interrogé sur les interventions de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), le président de la commission, M. Soumaïla Cissé a notamment fait savoir que l'institution appuiera notre pays pour conforter ses politiques économiques. L'UEMOA aide le Mali pour qu'il puisse accéder des prêts auprès des bailleurs de fonds à des taux d'intérêts peu élevés, en payant la contre partie. La commission, a-t-il dit, s'est déjà engagée dans la voie de l'harmonisation des marchés publics. Ce dossier devrait bientôt être examiné par nos députés. L'objectif de l'UEMOA, qui contribue à hauteur de 56 milliards de FCFA au cours de la période 2008-2012, a souligné M. Soumaïla Cissé, est d'élargir le marché de la sous région et de contribuer à l'émergence d'un secteur privé dynamique. Le programme économique sous régional intervient dans les secteurs de la gouvernance et des infrastructures. L'UEMOA investira 28 milliards, a soutenu le président de la Commission, à l'Office du Niger. Si l'ambassadeur de la France et le représentant de la Banque mondiale ne se sont pas exprimés sur des chiffres, le chef de mission du Fonds monétaire international, Philippe Beau-grand, a déclaré que les décaissements du FMI aideront à financer les importations en 2008 à hauteur de 14 milliards de FCFA. Ce chiffre, a-t-il ajouté, constitue près des deux tiers des 22 milliards prévus par le FMI pour le Mali sur les trois prochaines années.

L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Terence P. Me Culley, a soutenu, dans son discours, que leur contribution annuelle de 150 millions de dollars à l'aide au développement est concentrée sur la croissance économique, la bonne gouvernance. Il a rappelé qu'en 2006, le Mali et les Etats-Unis ont signé un Compact du Millenium Challenge de 461 millions de dollars en cinq ans. Ces annonces sont, évidemment, liées à des conditions fixées par les bailleurs de fonds, en l'occurrence la restructuration d'entreprises et sociétés publiques telles que la CMDT et EDM, les réformes structurelles des secteurs financiers bancaires et non bancaires, celles des télécommunications et de l'énergie, la poursuite des efforts de lutte contre la corruption, l'adoption du code des personnes et de la famille et de la politique nationale Genre, le transfert des compétences et des ressources aux collectivités locales dans le cadre de la décentralisation. La conférence a aussi recommandé la restructuration de l'Office du Niger, la promotion des exportations et l'intégration du Mali dans le commerce mondial. Il convient toutefois de signaler que la table ronde s'est terminée en queue de poisson, car l'ambassadeur de France et celui du Canada n'ont pas apprécié que l'avant-projet de table ronde soit rédigé sans qu'ils soient, au préalable, consultés.

REDACTEUR(S): BABA DEMBELE

TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS : une moisson de 3215 milliards de F CFA

Les Echos du 16 juin 2008

Les lampions se sont éteints, le vendredi 13 juin au CICB, sur la 6e Table ronde des bailleurs de fonds du Mali. La moisson a été bonne pour notre pays, qui reçoit de ses partenaires au développement, un engagement financier de 3215 milliards de F CFA, pour la période 2008-2012.

L'examen de passage a été réussi pour le Mali, qui devait convaincre ses partenaires au développement à mettre la main à la poche pour lui permettre d'enclencher une croissance accélérée de son développement. La 6e Table ronde des bailleurs de fonds, qui a enregistré la participation de 250 personnes représentant les partenaires bilatéraux, multilatéraux et organismes financiers sous-régionaux et internationaux, a été l'occasion, pour le Mali, d'exprimer ses besoins réels de financement.

Les partenaires du Mali ont fait le constat, selon lequel, le gouvernement s'est engagé à mobiliser des ressources internes par l'augmentation des recettes fiscales et la recherche de ressources extérieures complémentaires par des dons et des prêts à des taux préférentiels. Les participants ont alors jugé utile de renouveler leur confiance à notre pays en réitérant leur engagement à poursuivre leur coopération dans le cadre des orientations et priorités définies par le gouvernement.

Deux annonces de financements ont été faites à notre pays par les bailleurs de fonds. L'une sur la période 2008-2011 pour un montant de 2634 milliards de nos francs ; et l'autre pour l'année 2012 à hauteur de 581 milliards de F CFA. Le total des promesses de financements se chiffre à la bagatelle de 3215 milliards de F CFA.

La stratégie de croissance accélérée du gouvernement a ainsi eu l'assentiment de ses partenaires, qui ont accepté de poursuivre les consultations pour une mobilisation des ressources indispensables à sa mise en œuvre et à celle du plan décennal des OMD. La conférence a préconisé la tenue, dans de brefs délais de consultations sur les thèmes relatifs au plan de développement agro-sylvo-pastoral 2008-2012 ; la promotion des exportations et l'intégration du Mali dans le commerce mondial ; le schéma directeur statistique et son plan d'action de mise en œuvre ; l'initiative de localisation des OMD dans les 166 communes du PNSA et son impact sur la sécurité alimentaire.

Risques pour les OMD

La tâche consistait, pour le Premier ministre Modibo Sidibé, de prouver que le Mali connaît des avancées en matière de démocratie, d'Etat de droit, de respect des droits humains, de paix et de sécurité, de libertés individuelles et collectives, de pluralisme de l'espace médiatique. Le Premier ministre a fait part de son ambition de booster notre économie en développant l'agriculture et la culture du riz destiné à l'exportation.

La communauté internationale a pris connaissance des grandes réformes structurelles engagées par notre pays dans les secteurs financiers, bancaires et non bancaires, les télécommunications, le coton et l'énergie ayant pour but d'améliorer la performance du pays d'une manière globale. La finalité pour le Mali est le maintien d'un cadre macroéconomique stable, l'amélioration de la gestion des finances publiques et la mise en œuvre de la réforme de l'administration. A la cérémonie inaugurale, Ad Melkert, l'administrateur associé du Pnud, chef de file des partenaires au développement, a salué les avancées du Mali en matière de paix et de démocratie, entre autres.

Les préoccupations de la Table ronde portent toutefois, sur le risque pour notre pays de ne pas atteindre plusieurs Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015. La réussite des OMD, selon la conférence, butte à des obstacles comme la poussée démographique, la crise alimentaire mondiale, qui constitue un obstacle supplémentaire même si elle demeure aussi une opportunité de développement de la production céréalière du Mali.

Le Premier ministre Modibo Sidibé a, dans son allocution de clôture, salué l'engagement des partenaires au développement du Mali à nos côtés. « Nous sortons de cette conférence avec la conviction renforcée que le Mali peut envisager la réalisation de ses ambitions avec l'accompagnement réaffirmé de partenaires décidés à lui apporter l'appui et l'accompagnement nécessaires ». La prochaine Table ronde est prévue en 2012 et sera l'occasion de jauger de la pertinence du cadre de concertation mise en place depuis 6 ans.

REDACTEUR : Abdrahamane Dicko

BAILLEURS DE FONDS DU MALI : 3.215 milliards de FCFA de financements enregistrés

Le Pouce du 16 juin 2008

Les rideaux sont enfin tombés sur la sixième table ronde des bailleurs de fonds du Mali. C'était dans la soirée du vendredi 13 juin 2008 dans la salle ovale du Centre International des Conférence de Bamako sous la présidence du Premier ministre Modibo Sidibé, chef du gouvernement.

La conférence a permis d'enregistrer des annonces de financement sur la période 2008-2011 à hauteur de 2634 milliards de CFA. Certains partenaires ont fait des annonces pour l'année 2012 qui se chiffrent à 581 milliards de FCFA. Au total, sur la période 2008, les annonces s'élèvent à 3215 milliards de FCFA. En outre, la conférence a recommandé que, la mise en œuvre de ces engagements et le CSCR, soient revus conjointement sur une base annuelle dans la commission mixte.

A propos des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les partenaires ont confirmé, dans le communiqué final, leur soutien à la stratégie de croissance accélérée du gouvernement du Mali et sont engagés à poursuivre les consultations en vue de mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

A cet égard, les partenaires ont promis de suivre avec attention la mise en œuvre du programme de réforme par le Gouvernement.

Par ailleurs, les participants ont adressé leurs vifs remerciements au Président ATT, son Gouvernement de la République du Mali, et au peuple malien pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité dont ils ont bénéficié.

En prenant la parole, le Premier ministre Modibo Sidibé dira que sa conviction est forte que le Mali a été compris de ses partenaires. Selon lui, l'un des objectifs majeurs au démarrage de la Conférence est d'arriver à faire partager la vision, les stratégies et politiques mises en œuvre pour réduire la pauvreté et créer les conditions d'un réel décollage économique du pays.

" La Conférence, poursuit-il, nous a permis de constater votre ferme engagement à nos côtés, pour l'atteinte des objectifs que nous nous sommes fixés. Cela constitue pour le Gouvernement et pour le peuple malien un motif de fierté et de grande satisfaction. De même, nous nous réjouissons de votre appréciation positive des progrès faits par le Mali, depuis Genève 2004 dans différents domaines, notamment dans la voie de la consolidation de la démocratie, de la bonne gouvernance économique et financière et de la consolidation de la paix."

Par ailleurs, le Premier ministre, Modibo Sidibé a ajouté que le Gouvernement s'engage à prendre et ce, le plus rapidement possible, toutes les dispositions pour organiser les réunions devant permettre d'affiner davantage le programme et les stratégies du développement agricole, de même que le schéma directeur de statistique et de tous les autres points sur lesquels nous avons pris un engagement.

A cet effet, et ainsi que souhaité, les priorités ainsi que l'ordre séquentiel de réalisation des différentes mesures envisagées, seront précisés. Notons que la prochaine table ronde qui, pourrait se tenir en 2012, permettra de valider la pertinence du cadre de concertation mis en place.

REDACTEUR : ADAMA DIARRA

6ÈME TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS DU MALI : Le Mali séduit les bailleurs de fonds

Le Malien du 16 juin 2008

Réunis pour la 6ème fois au Centre international de conférence de Bamako pour deux jours, les bailleurs de fonds de notre pays se sont quittés le vendredi dernier après avoir octroyé une aide de 3215 milliards de F CFA d'ici 2012. Une cagnotte qui n'a pas laissé le Premier ministre indifférent qui a présidé les travaux d'ouverture et de clôture de cette rencontre.

La 6ème table ronde des bailleurs de fonds de notre pays s'est tenue les 12 et 13 juin derniers au Centre international de conférence de Bamako sous la haute présidence du Premier ministre, Chef du gouvernement, M. Modibo.

Cette conférence avait fondamentalement pour objectifs de renforcer le dialogue entre le gouvernement et ses partenaires et d'examiner les voies et moyens d'accélérer la croissance ainsi que les progrès vers les OMD à travers les nouveaux instruments de développement et de coopération du Mali.

C'est à Genève, lors de la dernière Table ronde, qu'il a été convenu de se retrouver à Bamako pour cette 6ème édition. Malgré divers chocs exogènes que l'économie malienne a subis, notamment les aléas climatiques, le Mali a connu une nette amélioration des indicateurs économiques et sociaux, a souligné le chef du gouvernement dans son intervention à l'ouverture des travaux.

En effet, d'importants progrès ont été accomplis vers la stabilisation du cadre macroéconomique. Ainsi, les performances économiques se sont-elles traduites par une croissance en moyenne de 5%.

Un film documentaire sur les opportunités, les défis et les solutions en cours ou envisagées par le Gouvernement, a été présenté aux participants. Par la suite, les différents points de l'ordre du jour ont été introduits par des membres du Gouvernement et de hauts cadres nationaux. Ils ont donné lieu à des commentaires et recommandations des partenaires.

Aussi, il a mis un accent sur la crise qui sévit au Nord du pays. Fidèle à sa politique de dialogue et de paix, le Mali poursuivra dans cette voie dans les limites du respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale, comme rappelé, par le Président de la République à l'occasion de la commémoration de son investiture le 08 juin.

Le Gouvernement est persuadé que l'Accord d'Alger, signé le 4 juillet 2006 avec l'appui de la République sœur d'Algérie, reste le cadre privilégié de dialogue et de paix C'est dans cet esprit que s'est tenu à Kidal du 23 au 24 mars 2007, le Forum pour le Développement des Régions Nord du Mali, pour donner une impulsion nouvelle aux actions de développement dans ces régions et contribuer à la paix par le développement.

Le PDES fait du secteur privé le principal vecteur de la stratégie de croissance accélérée basée sur le développement agricole. Il s'agira de lever les contraintes qui pèsent sur le développement du secteur privé et l'attraction de l'investissement privé à travers la création de ponts entre l'augmentation de la productivité et de la production agricole, le renforcement du partenariat public-privé, le développement du secteur financier dans sa capacité à disposer de ressources longues, le développement de la méso finance, et l'émergence de Petites et Moyennes Entreprises.

L'amélioration du cadre des affaires sera poursuivie et renforcée à travers à l'aménagement de zones industrielles, et l'élaboration d'une Loi d'Orientation du Secteur Privé.

Le réseau routier, malgré les progrès réalisés, est encore insuffisant. Il remplit son rôle d'accélérateur de la croissance lorsqu'il permet de relier les zones de production aux zones de consommation et l'expansion des échanges avec le reste du monde.

C'est tout l'enjeu du Projet Sectoriel de Transport II pour lequel le Mali bénéficie déjà de votre soutien. Dans ce cadre, je voudrais réaffirmer ici que le Gouvernement prendra toutes les dispositions pour honorer ses engagements notamment la mobilisation des ressources pour l'entretien routier.

Nous devons ensemble, en plus du réseau routier, construire les infrastructures de proximité, celles qui produisent les opportunités de création de richesse pour les populations et permettent l'émergence de pôles locaux de développement.

C'est pourquoi, une attention particulière sera accordée à l'amélioration de la desserte et la réduction du coût de l'énergie, des télécommunications et des nouvelles technologies.

Au cours de cette table ronde, les participants ont passé en revue le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR), le Plan décennal de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le Plan d'action national de mise en œuvre de la déclaration de Paris.

Les participants à la Table Ronde ont confirmé leur appui au Mali et réitéré leurs engagements à placer leurs actions de coopération dans le cadre des orientations stratégiques et priorités définies par le Gouvernement.

La conférence a permis d'enregistrer des annonces de financement sur la période 2008-2011 à hauteur de 2634 milliards de FCFA, soit 5,3 milliards de dollars américains. Certains partenaires ont fait des annonces pour l'année 2012 qui se chiffrent à 581 milliards de FCFA soit 1,2 milliards de dollars américains. Au total, sur la période 2008-2012, à date, les annonces s'élèvent à 3215 milliards de FCFA soit 6,4 milliards de dollars américains.

REDACTEUR : YOUSOUF SANGARE

6ème table ronde des bailleurs de fonds : le gouvernement affirme ses prérogatives

L'Aurore du 16 juin 2008

La 6ème Table Ronde des Bailleurs de Fonds s'est tenue, la semaine dernière, au Centre International de Conférence de Bamako (CICB). Elle s'est déroulée sous la présidence du Premier Ministre, Modibo Sidibé, qui a fait part, face aux partenaires des positions globales du Mali.

L'événement a réuni la plupart des membres du Gouvernement, des représentants de la société civile, ainsi que la presse nationale et internationale autour de débats et discussions sur les principales préoccupations de notre pays. Au nombre desquelles figurent, entre autres, la situation d'insécurité au Nord du Mali. Sur la question le chef du gouvernement a soutenu et réaffirmé la fidélité de notre pays à une politique essentiellement axée sur la recherche de la paix par le dialogue. Et de rassurer que le Mali poursuivra sur cette lancée jusqu'aux limites du respect de son l'intégrité territorial et de sa cohésion sociale. Modibo Sidibé a par ailleurs rappelé que l'Etat Malien demeure toujours attaché à l'Accord d'Alger comme principal instrument pour le retour de la paix et de la stabilité.

Un autre instant fort de l'événement était relatif à la flambée des prix des denrées de première nécessité, ainsi que des hydrocarbures. Selon le PM, la 6ème Table ronde se tient au moment où la planète entière est plongée dans le désastre de la hausse progressive du prix du pétrole sur le marché mondial, ainsi que dans une crise alimentaire que traverse presque tout les pays du monde, particulièrement les moins avancés et enclavés comme le nôtre. Optimiste, toutefois, M. Sidibé reste convaincu que le gouvernement Malien, avec son ambition de faire de l'Agriculture le moteur de la croissance économique, va bientôt, surmonter la crise, grâce à l'exploitation des avantages comparatifs tels les produits agricoles exportables vers les autres Pays de la sous-région et à moindre coût. S'agissant de la crise scolaire au Mali, le Chef du Gouvernement dira que l'Etat est conscient des exigences et contraintes d'une croissance économique, mais en rappelant toutefois que le développement d'un pays passe forcément par une bonne éducation de ses enfants.

REDACTEUR : OUMOU H. MAIGA

Table ronde des bailleurs de fonds : EN TOUTE AMBIANCE *L'Essor du 13 juin 2008*

Le gouvernement ambitionne de faire de l'adversité un stimulant pour l'épanouissement de notre économie. Depuis hier, les participants à la 6ème Table ronde des bailleurs de fonds du Mali se réunissent à huis clos dans la salle ovale du Centre international de conférences de Bamako (CICB).

La cérémonie d'ouverture qui s'était tenue dans la grande salle de 1000 places dudit Centre a été conjointement présidée par le Premier ministre, Modibo Sidibé et l'administrateur assistant du PNUD, Ad Melkert.

L'événement a mobilisé des membres du gouvernement, des diplomates accrédités dans notre pays, des hauts cadres de l'Administration, des représentants de la société civile et un parterre de journalistes maliens et étrangers.

Modibo Sidibé et ses hôtes ont été accueillis à leur entrée en salle par un tonnerre d'applaudissement et les notes mélodieuses de l'Ensemble instrumental du Mali. Mais l'ambiance chaleureuse de l'accueil tranchait avec le moment choisi pour la tenue de ce 6ème round Mali - bailleurs de fonds, a fait remarquer le chef du gouvernement.

Deux événements sont à l'origine de ce contraste. D'abord, la situation au Nord de notre pays. "Au moment où nous entamons notre dialogue, je vous sais préoccupés comme nous par la situation dans le Nord-est du Mali.

Mais, fidèle à sa politique de dialogue et de paix, le Mali poursuivra dans cette voie dans les limites du respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale", a précisé avec fermeté le Premier ministre, avant d'ajouter que le gouvernement demeure attaché à l'Accord d'Alger comme seul cadre privilégié de dialogue et de paix.

C'est dans cet esprit que s'est tenu à Kidal les 23 et 24 mars 2007 le Forum pour le développement des Régions Nord du Mali. Forum qui avait pour objectif de donner une impulsion nouvelle aux actions de développement dans ces Régions et de contribuer à la promotion de la paix par le développement.

Le deuxième événement est relatif à la flambée des prix des produits alimentaires et des hydrocarbures. "Notre rencontre se tient au moment où l'environnement international est globalement défavorable puisque marqué profondément par une flambée d'une ampleur inégalée des cours du pétrole sur le marché mondial et la crise alimentaire que traversent presque tous les pays de la planète.

Les coûts des chocs exogènes sont toujours plus élevés pour les économies des pays les moins avancés, spécifiquement enclavés comme le Mali", a expliqué Modibo Sidibé.

Un signal fort et durable :

Cependant cette crise ne constituera pas un frein à l'initiative créatrice de notre pays, a promis Modibo Sidibé qui dira que le gouvernement ambitionne de faire de cette adversité un stimulant pour l'épanouissement de notre économie.

Déjà avant la crise, le Mali avait affiché son ambition de faire de l'agriculture, le moteur de la croissance économique. "Pour ce qui nous concerne, a indiqué le chef de gouvernement, ces contraintes nous ouvrent des opportunités.

L'Afrique importe chaque année un volume important de riz, environ 8 millions de tonnes. Notre ambition est de prendre une part de ce marché, parce qu'il ne s'agit plus pour nous de nourrir seulement les Maliens, mais d'exporter vers les autres pays africains le riz et les autres céréales dont ils ont besoin et à un meilleur coût".

Selon Modibo Sidibé, l'environnement exogène plaide en faveur de cette option. Il apparaît dans les conclusions de la Conférence de Rome tenue les 3 et 5 juin dernier sur la crise alimentaire que la forte relance des productions agricoles est inscrite dans le calendrier de l'institution onusienne. De nouveaux engagements ont été pris dans ce sens.

Au sortir des assises de Bamako, le gouvernement du Mali attend donc de ses partenaires un signal fort et durable pour accompagner notre pays à faire du développement agricole le moteur de sa croissance accélérée et durable.

La démarche du gouvernement s'inscrit dans une logique d'amélioration de la productivité, de diversification et de structuration de filières pour créer des chaînes de valeurs allant des produits primaires à des produits transformés et labélisés.

Mais la réussite de cette stratégie passe par la poursuite du programme d'expansion des infrastructures permettant à notre pays d'attirer les investissements privés nationaux et étrangers, a relevé le chef de l'Exécutif.

Modibo Sidibé a rappelé que le gouvernement du Mali a adopté en décembre 2006 sa nouvelle stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté sur la période 2007-2011 (CSCR). Celle-ci définit les objectifs et les priorités pour le pays durant cette période.

Ces objectifs et priorités ont pleinement été repris dans le Programme de développement économique et social (PDES) du président de la République du Mali, qui constitue le socle de l'action gouvernementale. Et en dépit des divers chocs exogènes que notre économie a subis, notamment les aléas climatiques, le Mali a connu une nette amélioration des indicateurs économiques et sociaux.

D'importants progrès ont été réalisés vers la stabilisation du cadre macro-économique. Les performances économiques se sont traduites par une croissance en moyenne de 5 %. Dans le domaine social, l'accès aux soins de base et à l'éducation s'est nettement amélioré.

Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire a atteint près de 75 %. Cette évolution concerne aussi bien les filles que les garçons, réduisant ainsi les disparités liées au sexe pour l'accès à l'école.

Il en a été de même pour la santé. Quant à l'accès à l'eau potable, le nombre de points d'eau modernes a connu une progression significative, et le pourcentage des Maliens ayant accès à l'eau potable a atteint 68 % de la population. Des progrès notables ont été enregistrés dans le développement des infrastructures de base et des secteurs productifs notamment les aménagements hydro-agricoles, les routes, les télécommunications et l'énergie.

Mais la réussite d'une croissance économique forte et durable réside dans le maintien d'un cadre macro-économique stable. A cet effet, les réformes macro-économiques nécessaires à la croissance, notamment celles du secteur du coton, des télécommunications et de l'énergie seront réalisées conformément aux agendas convenus.

Des programmes fédérateurs :

Parlant de l'école, Modibo Sidibé dira que le gouvernement est conscient que l'accroissement de l'investissement dans les ressources humaines est indispensable à la croissance économique. Aussi, il est urgent que le Mali soit doté d'un système éducatif efficace et performant.

Les progrès réalisés dans le domaine éducatif n'empêchent pas la poursuite des efforts dans le secteur de l'éducation de base, tout en mettant l'accent sur l'enseignement technique et professionnel et sur un enseignement supérieur tourné vers nos besoins.

Ainsi, en vue de trouver la solution à la crise récurrente de notre système éducatif, le gouvernement envisage d'organiser dans les prochains mois un Forum national sur l'éducation qui offrira à notre peuple l'occasion de se prononcer sur son système éducatif, a ajouté Modibo Sidibé.

Concernant la situation de la femme, le Premier ministre a reconnu qu'en dépit des efforts fournis, les femmes demeurent confrontées à des défis majeurs. Aussi pour atténuer leurs difficultés, le gouvernement ambitionne d'adopter "une Politique nationale genre", qui parachèvera le processus d'adoption du Code des personnes et de la famille issu de larges concertations.

L'amélioration de la performance du secteur public constitue le challenge du Renouveau de l'action publique. Le gouvernement accélérera alors la mise en œuvre des programmes fédérateurs, en particulier le Programme de développement institutionnel (PDI), pour restaurer l'autorité de l'Etat, rendre l'administration plus efficace et renforcer les collectivités territoriales.

La bonne gestion des ressources publiques est un autre défi pour le gouvernement. Dans ce cadre, le programme d'amélioration et de modernisation de la gestion des finances publiques (PAGAMGFP) qui a enregistré d'importants progrès en quelques années sera conduit fermement avec l'accompagnement des partenaires.

La lutte contre la corruption et la délinquance financière a également retenu l'attention du gouvernement. Cette lutte qui connu une impulsion particulière sera poursuivie.

Les actions menées sont centrées sur la prévention, l'amélioration du système judiciaire, la fréquence des contrôles, la transparence par la publication des résultats des contrôles et les suites réservées. Sur proposition du président de la République, le gouvernement se propose aussi d'organiser les États généraux de la corruption dans les semaines à venir.

L'Administrateur associé du PNUD, Ad Melkert s'est réjoui des mesures envisagées par notre pays.

Il a promis l'accompagnement de son institution. Il a aussi appelé les pays riches à lever les contraintes au commerce mondial pour permettre aux économies faibles comme les nôtres de pouvoir échanger librement leurs produits avec le reste du monde. Car le PNUD est convaincu que le commerce peut contribuer à lutter contre la pauvreté.

Le programme qui se poursuit ce matin, prendra fin cet après-midi sous la présidence du Premier ministre. Hier soir, le ministre de l'Économie, de l'industrie et du commerce a offert un dîner gala à ses hôtes dans le jardin du Musée national.

REDACTEUR : A. O. DIALLO

LE PREMIER MINISTRE FACE AUX BAILLEURS DE FONDS

"Le Mali a connu une nette amélioration des indicateurs économiques et sociaux"

Soir de Bamako du 13 juin 2008

Ouverte hier matin, c'est cet après midi que prend fin la 6ème table ronde des bailleurs de fonds du Mali au Centre International de Conférences de Bamako. La cérémonie d'ouverture était coprésidée par M. Modibo Sidibé, Premier ministre, chef du gouvernement malien et M. Ad Melkert, administrateur associé du PNUD.

Tous les partenaires du Mali, qu'ils soient bilatéraux et multilatéraux ont répondu à l'invitation. Environ 200 personnes participent à cette 6ème* conférence des bailleurs de fonds du Mali. Dans son discours d'ouverture, le Premier ministre a affirmé que "malgré divers chocs exogènes que l'économie malienne a subis notamment les aléas climatiques, le Mali a connu une nette amélioration des indicateurs économiques et sociaux".

LE CONTEXTE DE LA RENCONTRE

C'est à Genève en 2004 à la suite de la 5ème table ronde tenue du 30 au 31 mars 2004 que le Mali et ses partenaires ont convenu de se retrouver à Bamako pour cette 6ème édition de la table ronde. La présente table ronde des bailleurs de fonds du Mali se tient au plan international au lendemain de la conférence de Rome en Italie du 3 au 5 juin 2008 sur la crise alimentaire mondiale où de nouveaux engagements ont été pris par rapport à la relance des productions agricoles.

Au plan national, les préoccupations du gouvernement sont relatives à l'initiative riz du Premier ministre, à l'insécurité au Nord-est du pays, plus précisément dans la région de Kidal, à la situation de l'école, à la lutte contre la corruption et la délinquance financière entre autres.

Par rapport à toutes ces questions de développement, le gouvernement a fait des propositions de solutions. C'est pourquoi il a, au préalable, joint aux dossiers de la rencontre le document sur les "orientations stratégiques et prioritaires d'investissement pour un développement agricole efficient et une croissance accélérée".

Ce document permettra aux participants d'échanger sur les questions liées au développement harmonieux du Mali. "Nous avons conscience de nos difficultés et contraintes, de certaines de nos insuffisances, des grands efforts que nous devons faire sur nous-mêmes. Notre détermination est cependant grande parce que nous voulons prendre en main notre destin alimentaire et saisir l'opportunité qui s'offre à notre agriculture d'entraîner la croissance globale du pays : une cliaance non pas de réduire la pauvreté, mais bien de la vaincre par le travail et la prospérité", a martelé avec force le Premier ministre.

LES ATOUTS DU MALI

Les potentialités du Mali sont énormes. En effet, le sous-sol de notre pays est un scandale géologique renfermant de l'or, du pétrole, de l'uranium, du fer, entre autres minéraux précieux. Mais, il faut souligner que le Mali est un pays à vocation agro-sylvo-pastorale.

A l'Office du Niger, il y a 1 million d'ha irrigable dont 10% sont à peine aménagés. Le gouvernement est pleinement conscient que le premier facteur de réussite d'une croissance économique forte et durable réside dans le maintien d'un cadre macroéconomique stable.

A cet effet, les réformes macroéconomiques nécessaires à la croissance notamment celles du secteur du coton, des télécommunications et de l'énergie seront réalisées conformément aux agendas convenus. La réussite de la stratégie de croissance accélérée repose également sur l'existence d'une capacité de modélisation et d'analyse prospective adossée à un système performant de production et de diffusion régulière de données économiques, financières et sociales fiables.

Le plan d'action du schéma directeur de la statistique apporte une réponse aux insuffisances relevées dans le système statistique, Sa mise en œuvre renforcera les capacités de suivi et d'évaluation des politiques et fournira le support nécessaire à l'introduction rapide au Mali d'un système de gestion axé sur les résultats.

LES CHIFFRES PRODUITS PAR LE PREMIER MINISTRE

Selon les chiffres fournis par le Premier ministre, d'importants progrès ont été accomplis vers la stabilisation du cadre macroéconomique. Ainsi les performances économiques se sont traduites par une croissance en moyenne de 5%. Dans le domaine social, l'accès aux soins de base et à l'éducation s'est nettement amélioré. Le taux brut

de scolarisation dans l'enseignement primaire a atteint ainsi près de 75%. Cette évolution concerne aussi bien les filles que les garçons, réduisant ainsi les disparités liées au sexe pour l'accès à l'école. Il en a été de même pour la santé.

Quant à l'accès à l'eau potable, le nombre de points d'eau modernes a connu une progression significative, et le nombre de Maliens ayant accès à l'eau potable a atteint 68%. Des progrès notables ont été enregistrés dans le développement des infrastructures de base et des secteurs productifs notamment les aménagements hydro-agricoles, les routes, les télécommunications et l'énergie.

LES REFORMES ENGAGEES

"La qualité de la gouvernance est un gage de succès pour nos politiques et programmes de développement. Notre démocratie parfois citée en exemple ne cesse de se consolider, comme l'atteste son prolongement avec la décentralisation, les séquences audacieuses comme l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) ou encore, l'initiative du Président de la République d'une Commission chargée de réfléchir sur la consolidation de la démocratie au Mali", a dit Modibo Sidibé.

Plusieurs réformes ont été engagées par le gouvernement parmi lesquelles un nouveau code des personnes et de la famille qui sera un document cadre de la politique nationale du genre, le Programme de Développement Institutionnel (PDI) pour restaurer l'autorité de l'Etat en rendant l'administration plus efficace.

Dans la lutte contre la corruption et la délinquance financière, en plus des structures de contrôle de vérification et d'inspection, le gouvernement vient de mettre en place une commission préparatoire pour les Etats généraux de la corruption au Mali. Une autre commission pour faire le point de tous les maux dont souffrent l'école malienne est à pied d'œuvre. Ces deux commissions sont respectivement dirigées par l'ancien Premier ministre Modibo Kéita et le doyen de la Faculté des Sciences et Techniques de l'université de Bamako, M. Salikou Sanogo.

Dans le cadre de la recherche d'une paix durable, le Mali organisera très prochainement une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement dans les régions sahélo-saharienne.

LES BAILLEURS DE FONDS SATISFAITS DE LA GESTION DE LA CRISE AU NORD

Dans son allocution d'ouverture, l'administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), M. Ad Melkert a loué les efforts du Mali des dernières années et a salué le succès des dernières élections qui témoignent de la volonté du peuple et du gouvernement dans l'ancrage démocratique du pays.

"Je voudrais à ce sujet saluer la manière responsable avec laquelle le gouvernement s'emploie à résoudre le conflit au Nord du pays, et l'inviter à continuer à persévérer dans ce sens. En effet, il ne saurait y avoir de développement durable sans stabilité. Dans ce contexte, il s'avère important que notre assistance commune vienne renforcer les efforts du gouvernement pour le développement du Nord du pays. Nous sommes ici pour reconnaître les efforts déployés par le gouvernement et marquer notre détermination de continuer à accompagner le Mali sur la voie du développement économique et social de la croissance et de la prospérité", a déclaré l'administrateur associé du PNUD. En tout cas, cette 6ème table ronde des bailleurs de fonds du Mali est l'occasion de dresser le bilan de la mise en œuvre des recommandations de celle tenue en 2004 à Genève.

POURQUOI LA PAUVRETE NE RECULE PAS AU MALI

Selon l'administrateur associé du PNUD, entre 2001 et 2005 la pauvreté rurale n'a baissé que de 73,8% à 73,4%, soit moins d'un point de pourcentage. Cette persistance de la pauvreté s'explique d'une part par l'insuffisance du taux de croissance et d'autre part par les défis de la répartition des revenus de la croissance à tous les citoyens. Il y a donc du chemin à parcourir quand on sait que le Mali est essentiellement rural à plus de 80% de sa population. Le taux de croissance annuel moyen du Mali qui était de 5% sur la période 2002-2006 a chuté en 2007 entre 2 et 3% en raison de l'insuffisance des pluies en plus d'autres phénomènes mondiaux.

Les attentes du gouvernement sont grandes par rapport à cette 6ème table ronde pour vaincre la pauvreté.

REDACTEUR : DABA BALLA KEITA

L'ETAT EN QUETE DE PLUS DE 2 000 MILLIARDS DE FCFA SUR 2008-2012 POUR LE PDES, LE CSCRP ET LES OMD

L'Indépendant du 13 juin 2008

Co-organisée par le gouvernement du Mali et le PNUD, la 6ème Table ronde des bailleurs de fonds du Mali s'est ouverte, hier jeudi 12 juin, au CICB, sous la présidence du Chef du gouvernement, Modibo Sidibé, avec à ses côtés, l'Administrateur associé du PNUD, Ad Melkert. Les membres du gouvernement, les représentants des organismes et pays partenaires et la société civile malienne prennent part à ces travaux.

Ceux-ci, qui prennent fin aujourd'hui, doivent permettre au gouvernement de convaincre ses partenaires au financement de près de 2 070 milliards de FCFA représentant le coût estimatif de la mise en œuvre du PDES, du CSCRP et des OMD sur la période 2008-2012.

Le Mali fonde beaucoup d'espoir sur cette 6ème Table ronde. Celle-ci doit confirmer la confiance des bailleurs de fonds en notre pays et leur engagement pour le financement des projets et programmes de développement.

En effet, dans le souci de cohérence, de concordance et de lisibilité des coûts et dépenses, il a été fait une jonction entre tous les plans de financement : Cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté (CSCR) les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et le Programme de développement économique et social (PDES).

La jonction de ces trois plans dégage un besoin de financement de 8 676 milliards de FCFA sur cinq ans sur lequel 5 865 milliards sont acquis. Sur le reste, 2 810 milliards, l'Etat s'engage à prendre en charge plus de 388 milliards et le reliquat, soit près de 2 070 milliards de FCFA, est à rechercher auprès de la communauté internationale.

Autant dire que la mission est indécise, mais pas impossible pour le gouvernement. Car, comme l'a laissé entendre l'administrateur associé du PNUD, Ad Melkert, "le Mali suscite l'émotion et l'admiration des partenaires " qui reconnaissent les efforts consentis dans le sens du développement socio-économique, les progrès réalisés dans divers domaines et la nécessité d'un accompagnement du Mali dans cette voie.

L'administrateur associé du PNUD a laissé entendre que le succès enregistré, lors des dernières élections générales, confirme la volonté du peuple malien de consolider son processus démocratique. Cependant, il n'a pas passé sous silence le problème du nord. Au sujet de celui-ci, il dira qu'il ne saurait y avoir de développement sans stabilité.

Cette table ronde sera l'occasion de faire le bilan de celle de Genève de 2004, mais aussi de poursuivre le dialogue sur l'efficacité de l'aide. Au nom des partenaires, M. Ad Melkert s'est dit conscients des actions jusque-là engagées par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. maliweb.net. Cependant, il regrette le fait que ces actions n'ont pu réduire l'extrême pauvreté qui sévit au Mali.

En fait, de 2004 à nos jours, le niveau de pauvreté n'a reculé que d'un pour cent. " Le niveau de pauvreté au Mali est inquiétant, notamment en milieu rural. Un bon nombre de défis annoncés à Genève n'ont pu être atteints" a souligné avec force, Ad Melkert. Qui a rappelé que la lutte contre la pauvreté doit être associée à la bonne gouvernance et à la transparence.

L'augmentation du taux de croissance s'avère alors comme un passage obligé. De même que la qualité de la gouvernance, le renouveau de l'action publique, la restauration de l'autorité de l'Etat. Des défis auxquels Modibo Sidibé est attentif.

"Malgré divers chocs exogènes que l'économie malienne a subis, notamment les aléas climatiques, le Mali a connu une nette amélioration des indicateurs économiques et sociaux " a indiqué le Chef du gouvernement, en mettant un accent particulier sur les performances économiques (taux de croissance moyenne de 5%), nette amélioration de l'accès aux soins de santé, à l'éducation de base (près de 75%), à l'eau potable (68%) en matière d'infrastructures.

Etat stratège, régulateur et facilitateur, doté des capacités d'anticipation et de coordination

Les objectifs et priorités du CSCR, repris dans le PDES, dit-il, " traduisent l'ambition manifeste de transformation économique et sociale du Mali, se fondant sur l'exceptionnelle vitalité et la créativité des maliens ainsi que sur les grandes potentialités " devront permettre à notre pays d'atteindre les OMD de 2015.

Modibo Sidibé est résolument engagé à faire de la qualité de la gouvernance le gage de succès des politiques et programmes et à faire de l'amélioration de la performance l'objectif majeur du renouveau de l'action publique.

Pour cela, dit-il, le gouvernement s'est doté d'une feuille de route qui fera l'objet d'évaluation régulière. L'objectif final, poursuit le Chef du gouvernement, est de construire un " Etat stratège, régulateur et facilitateur, doté des capacités d'anticipation et de coordination, pour amorcer le décollage économique ".

Cette table ronde se tient dans un contexte marqué par une flambée d'une ampleur inégalée des cours du pétrole et des produits céréaliers. Et Modibo Sidibé d'afficher ses intentions de faire du développement agricole le moteur d'une croissance accélérée et durable. C'est à ce prix que le Mali sera exportateur de riz et s'adjuger a une part importante du besoin d'importation de l'Afrique en riz, estimé à 8 millions de tonnes par an.

En tout cas, le Chef du gouvernement est " conscient que le premier facteur de réussite d'une croissance économique forte et durable réside dans le maintien d'un cadre macroéconomique stable ". Et, pour cela, des réformes sont prévues dans l'Agenda.

REDACTEUR : Youssouf CAMARA

6e TABLE-RONDE DES BAILLEURS DE FONDS

Le rendez-vous de l'espoir pour le Mali

Soir de Bamako du 16 juin 2008

Le jeudi 12 Juin 2008, le Centre International de Conférences de Bamako a abrité l'ouverture des travaux de la 6ème Table ronde des bailleurs de fonds placée sous le signe d'un grand espoir pour le Mali. La cérémonie d'ouverture, coprésidée par le Premier ministre et Chef du gouvernement, M. Modibo Sidibé et l'Administrateur associé du PNUD, M. Ad Melkert, a enregistré la présence de hautes personnalités des secteurs privé et public.

Cette rencontre, qui regroupe les membres du gouvernement et les délégations des partenaires techniques et financiers du Mali, a enregistré aussi la participation des gouverneurs de régions.

Cette sixième Table ronde entre le Mali et ses bailleurs de fonds est sans conteste considérée comme un espace de concertations entre le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers autour des politiques et stratégies de développement du pays. Car au cours de cette rencontre, il s'agira d'identifier ensemble les voies et moyens pour accéder à la croissance et le progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), développer des instruments pertinents de mesure et de suivi des politiques et stratégies de développement économique et social et requérir un accompagnement fort de la communauté des bailleurs de fonds, pour la réalisation de ces politiques et stratégies.

Au plan des différents enjeux, cette Table ronde se penchera sur quelques instruments fondamentaux de développement et de coopération récemment élaborés par le Mali. Il s'agit, entre autres, du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) couvrant la période 2007-2011, du Plan décennal pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, de la stratégie de croissance accélérée et son plan d'action national de mise en œuvre de la Déclaration de Paris, et le Programme de Développement Economique et Social (PDES) du Président de la République.

Aussi, de la rencontre, il est attendu l'engagement des partenaires à appuyer le Mali, dans la mise en œuvre des actions visant à accélérer la croissance, à réduire la pauvreté et à impulser un développement durable du pays. Pour cela, des échanges auront lieu sur la bonne gouvernance, le programme national de sécurité alimentaire et le développement des capacités agricoles du pays.

Rappelons que depuis plusieurs années, le Mali a entrepris des réformes parfois audacieuses pour renforcer la bonne gouvernance et accroître l'impact des secteurs stratégiques de développement, tout en assurant la promotion des ressources humaines de qualité. Toutes choses qui font que le pays dispose aujourd'hui de politiques et stratégies susceptibles de le placer définitivement sur une rampe de croissance forte et soutenue, capable de réduire significativement la pauvreté.

Selon l'administration associée du PNUD, notre pays, en tant qu'héritier de grands empires et de traditions artistiques et culturelles dont le rayonnement dépasse les frontières du continent, suscite l'émotion et l'admiration. Ses efforts soutenus tout au long des dernières années, pour consolider la démocratie participative, méritent également d'être salués, ajoutera le co-président de la table ronde des partenaires au développement du Mali, M. Ad Melkert.

Il a profité de l'occasion pour saluer également la manière responsable dont le gouvernement malien s'emploie à résoudre le conflit du Nord, l'invitant aussi à continuer à persévérer dans ce sens car, pour M. Ad Melkert, il ne saurait y avoir de développement durable sans stabilité. "Nous sommes ici pour reconnaître les efforts déployés par le gouvernement et marquer notre détermination de continuer à accompagner le Mali sur la voie du développement économique et social, de la croissance et de la pauvreté", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que cette 6e table ronde est l'occasion de dresser le bilan de la mise en œuvre des recommandations de la table ronde de Genève de 2004, et de poursuivre notre dialogue sur l'efficacité des politiques de développement et la cohérence des approches adoptées au niveau des engagements internationaux.

Aussi, selon Ad Melkert, en cette période de mi-chemin de l'échéance de 2015, seule la mobilisation générale permettra d'atteindre en temps voulu les Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'année 2008 doit donc marquer un tournant. Et pour l'administrateur associé du PNUD, il faut des mesures plus efficaces pour créer plus de prospérité au bénéfice de plus d'hommes et de femmes. Il faut donc que la communauté internationale honore véritablement les engagements qu'elle a pris en matière de développement, dira-t-il.

Le document cadre de croissance et de réduction de la pauvreté 2007-2011, dont les partenaires ont été saisis témoigne de la volonté du gouvernement d'accélérer la voie des Objectifs du Millénaire et d'améliorer les conditions de vie de la population, précisera Ad Melkert, avant d'informer que la lutte contre la pauvreté passe aussi et avant tout par la bonne gouvernance politique et économique fondée sur la gestion transparente des deniers publics, la justice sociale et le renforcement des capacités de la société civile.

Tout en se réjouissant du choix porté par le Mali dans ce sens, et de l'annonce faite par le Chef de l'Etat d'organiser des "Etats généraux de lutte contre la corruption", Ad Melkert a signifié toute la satisfaction des partenaires sur l'engagement de notre pays qui, selon lui, a fait de progrès notables dans la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris, sur l'efficacité de la gestion de l'aide extérieure.

Rédacteur : Laya DIARRA

6ème Table ronde des bailleurs de fonds du Mali : La quête de plus de 1000 milliards de francs CFA

Le Républicain du 12 juin 2008

Aujourd'hui, s'ouvre dans notre capitale la 6e table ronde des bailleurs de fonds du Mali. Cette réunion se tient au moment où notre pays traverse une zone de turbulence avec, entre autres, la crise du Nord, la cherté de la vie et les problèmes de l'éducation. Le contexte dans lequel se tient cette rencontre avec les bailleurs de fonds est, de ce fait, particulièrement délicat. En effet, il s'agit, pour le Mali de gagner la confiance de ces bailleurs en nos capacités de proposer et de conduire des politiques et stratégies susceptibles d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté, dans un cadre sécurisant. Cette 6e table ronde, coprésidée par le gouvernement du Mali et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est un espace de concertation entre le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers autour des politiques et stratégies de développement du pays. Il s'agit d'identifier les voies et moyens d'accélérer la croissance et les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), développer les instruments pertinents de mesure et de suivi des politiques et stratégies de développement économique et social et requérir un accompagnement fort de la communauté des bailleurs de fonds pour la réalisation de ces politiques et stratégies. De ce fait, la table ronde se penchera sur certains instruments de développement élaborés par notre pays, en l'occurrence le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSR) couvrant la période 2007-2011, le plan décennal pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, la stratégie de croissance accélérée, le plan d'action national de mise en œuvre de la déclaration de Paris et le projet pour le développement économique et social du président de la République (PDES). Les techniciens auront fort à faire, car, au moment où les différents programmes économiques battent de l'aile, il s'agira de convaincre les bailleurs de fonds sur la bonne gouvernance au Mali, le programme national de sécurité alimentaire et le développement des capacités agricoles.

Convaincre les bailleurs de fonds L'enjeu de la rencontre est l'engagement des partenaires à appuyer notre pays. D'après les organisateurs de la table ronde, lors de la rencontre de Genève en 2004, les partenaires avaient confirmé leur intention de maintenir et d'augmenter leur aide au développement pour notre pays. Ils soulignent que pour la période 2004-2006, la rencontre avait enregistré des déclarations d'intention d'un montant global d'environ 2,4 milliards de dollar US soit 1 276 milliards FCFA. Cette assistance, disent-ils, a comporté une aide budgétaire non affectée et qui, pour 2004, a comblé l'écart de financement. Pour bénéficier de cette manne, le gouvernement devra convaincre les bailleurs de fonds qu'après la conférence de Genève, des évolutions notables ont été constatées aux plans politique, social, institutionnel et économique.

Concernant l'amélioration du climat des affaires, le gouvernement indique : «le pays connaît un développement appréciable des affaires et attire en plus les investisseurs. Les investissements directs privés pour ces 5 dernières années ont été en moyenne de 109 milliards FCFA par an. Le taux d'investissement direct privé est ainsi passé de 16,4 % du PIB en 2002 à 20,4 % en 2006, avec un niveau moyen de 10 % pour l'investissement privé. Ces résultats n'auraient pu être atteints sans l'appui des partenaires techniques et financiers». Malgré la batterie de réalisations que le gouvernement entend exposer à la table ronde, il est convaincu de la nécessité d'accélérer la croissance et la progression vers les OMD. Toutefois, soutient-il, la mise en œuvre de celles-ci dépendra de la disponibilité des ressources additionnelles. C'est là que réside tout l'enjeu de cette table ronde. Le gouvernement, dans son plaidoyer, rappelle : «A Monterrey, la communauté de développement international a engagé un consensus général sur la nécessité de mobiliser davantage de ressources financières pour créer les conditions d'un développement durable à travers le monde. A Paris, elle a énoncé, à travers la déclaration de Paris, la démarche pour harmoniser les politiques et procédures.

A Gleeneagles, les pays les plus riches se sont engagés à doubler l'aide au continent africain d'ici 2010 afin de lui permettre de résorber une partie de son retard économique et social. En conformité avec les engagements pris par la communauté internationale, il paraît aujourd'hui vital que le Mali puisse bénéficier d'un accroissement important de l'aide qu'il reçoit, en particulier sous la forme d'appuis budgétaires». Le gouvernement de Modibo Sidibé compte donc sur l'élan de solidarité internationale. Aura-t-il suffisamment d'arguments convaincants pour amener les bailleurs de fonds à financer notre pays ?

REDACTEUR(S): BABA DEMBELE